



Cofinancé par
l'Union européenne



Arrêté n° 2024-B-10316

Portant sur les modalités d'attribution des subventions FEADER de l'intervention régionale « Préservation et restauration des sites Natura 2000 – Animation et DOCOB, déclinée de l'intervention 73.04 du Plan Stratégique National français en Bourgogne-Franche-Comté.

La Présidente de la Région Bourgogne Franche-Comté,

- Vu le règlement (UE) 2021/1060 du Parlement européen et du Conseil du 24 juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les Etats membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (FEADER), et abrogeant les règlements (UE) n°1305/2013 et (UE) n° 1307/2013 ;
- Vu le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013 ;
- Vu le règlement délégué (UE) 2022/127 de la Commission du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/128 de la Commission du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence ;
- Vu le règlement d'exécution (UE) 2022/129 de la Commission du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du

règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC ;

- Vu les articles 107 et 108 et suivants du Traité sur le Fonctionnement de l'Union Européenne ;
- Vu le régime d'aide d'État SA.108225 Aides en faveur des zones rurales cofinancées par le FEADER ou octroyées en tant que financement national complémentaire
- Vu la directive CE 79/409 du 2 avril 1979 relative à la conservation des oiseaux sauvages ;
- Vu la directive CE 92/43 du 2 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des types d'habitats naturels et des espèces de faune et de flore sauvages qui peuvent justifier la désignation de zones spéciales de conservation au titre du réseau écologiques européen Natura 2000 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 16 novembre 2001 relatif à la liste des espèces d'oiseaux qui peuvent justifier de la désignation de zones de protection spéciale au titre du réseau écologique européen Natura 2000 ;
- Vu le Plan Stratégique National pour la France adopté par la Commission européenne en date du 31 août 2022, modifié ;
- Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L1511-1-1, L1511-1-2 et L4221-5 ;
- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles R414-1 à D414-31 ;
- Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 ;
- Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, telle que citée dans l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu la loi n°2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;
- Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 et relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques - JO du 10 juin 2001 ;

- Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;
- Vu l'ordonnance n° 2022-68 du 26 janvier 2022 relative à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1051 du 28 juillet 2022 relatif à la gestion du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 ;
- Vu le décret n° 2022-1755 du 30 décembre 2022 relatif aux aides du plan stratégique national de la politique agricole commune ;
- Vu le décret n° 2022-1525 du 7 décembre 2022 relatif à la mise en œuvre de la politique agricole commune et du plan stratégique national pour la programmation qui démarre en 2023 ;
- Vu le décret n° 2023-5 du 3 janvier 2023 fixant les règles relatives aux conditions d'éligibilité temporelle et géographique ainsi que les catégories de dépenses non éligibles des aides du Fonds européen agricole pour le développement rural au titre de la programmation débutant en 2023 confiées aux régions ;
- Vu le décret n°2022-1757 du 30 décembre 2022 relatif à la décentralisation de la gestion des sites Natura 2000 exclusivement terrestres et modifiant certaines dispositions relatives à Natura 2000 ;
- Vu l'arrêté du 12 octobre 2023 portant agrément de l'Agence de services et de paiement comme organisme payeur de dépenses financées par les fonds de financement des dépenses agricoles FEAGA et Feader et comme organisme de coordination en matière de financement de la politique agricole commune ;
- Vu la délibération du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 21 octobre 2022 et le courrier du 25 novembre 2022 demandant l'autorité de gestion du FEADER pour la période 2023-2027 ;
- Vu la délibération 24AP.73 de l'Assemblée plénière du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté en date du 15 juillet 2024 donnant délégation de pouvoir à la Présidente du Conseil régional en matière de gestion des fonds européens ;
- Vu l'arrêté n° 2024-B-05114 portant sur le régime de sanctions applicable aux interventions régionalisées du Plan Stratégique National 2023-2027 en région Bourgogne-Franche-Comté
- Vu la convention de délégation de tâches de l'organisme payeur au Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté dans le cadre de la mise en œuvre des interventions du Feader HSGC régionalisées du plan stratégique national signée le 16 décembre 2022 ;

- Vu la consultation du 17 octobre 2023 du Comité régional de suivi FEADER de Bourgogne-Franche-Comté sur les critères de sélection.

Sur proposition du Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté,

ARRETE

Article 1 : Objectifs généraux de l'intervention

Depuis le 1^{er} janvier 2023, la Région en qualité d'autorité de gestion assure le pilotage et l'instruction d'une partie du FEADER.

Suite à la loi dite « 3DS », la répartition des compétences liées à Natura 2000 a évolué au 1^{er} janvier 2023. Pour les sites Natura 2000 terrestres, les présidents des conseils régionaux sont désormais autorités administratives, en lieu et place des préfets.

Par ailleurs, du fait de la loi dite « DADDUE » du 3 décembre 2020, la Région Bourgogne-Franche-Comté est désormais responsable de la gestion des mesures FEADER liées au financement des sites Natura 2000 terrestres.

Natura 2000 a pour objectif de favoriser le maintien de la biodiversité par une action ciblée sur les espèces animales et végétales ainsi que les milieux (habitats naturels) d'intérêt européen au sens des Directives « Habitats, Faune, Flore » et « Oiseaux ». La raison d'être de l'action dans les sites Natura 2000 est l'implication des acteurs locaux, aux premiers rangs desquels les collectivités, les agriculteurs et les forestiers, pour intégrer la biodiversité dans les plans, les projets et la gestion quotidienne.

Actuellement sur le territoire régional, le réseau Natura 2000 compte 118 sites. L'application de ce dispositif passe par l'établissement et la mise en œuvre (désignée comme « animation » dans le document) des Documents d'Objectifs (DOCOB) inhérents à chaque site désigné ou proposé à désignation.

Article 2 : Objectif de l'arrêté

L'objectif de cet arrêté est de décrire les conditions d'octroi des aides de l'intervention régionalisée en Bourgogne-Franche-Comté « Préservation et restauration des sites Natura 2000 - Animation et DOCOB » déclinée de l'intervention régionale 73.04 du Plan Stratégique National (PSN).

Article 3 : Description du type d'intervention

L'intervention « Préservation et restauration des sites Natura 2000 - Animation et DOCOB » est articulée autour de deux composantes :

1 – DOCOB

Cette intervention vise à veiller à l'établissement d'un DOCOB rendu obligatoire sur chaque site Natura 2000.

L'élaboration de ce dernier est confiée à une structure porteuse par le Comité de pilotage composé de l'ensemble des parties prenantes du Site Natura 2000. Basé sur un état des lieux partagé, il définit des objectifs communs à l'ensemble des membres constituant le comité de pilotage (services publics, collectivités, propriétaires, associations, usagers, représentants socio-professionnels...) afin de répondre aux enjeux de la politique Natura 2000, de la biodiversité et du développement durable.

Le contenu d'un DOCOB est défini par le Code de l'Environnement et comporte 3 phases :

- Description du site : inventaire et cartographie des habitats naturels et des espèces,
- Analyse des enjeux environnementaux et socio-économiques et définition des objectifs de conservation du site,
- Proposition des mesures de gestion.

2 - Animation

Cette intervention vise à financer la mise en œuvre du DOCOB des sites Natura 2000 à travers les actions d'animation telles que prévues par l'article L.414-2 du code de l'environnement.

Sur les sites désignés ou proposés à désignation, elle recouvre les actions suivantes :

- l'information, la sensibilisation et la concertation avec les parties prenantes (propriétaires et gestionnaires d'espaces, grand public, groupes scolaires...) ;
- l'accompagnement des acteurs soumis à l'évaluation des incidences et la contribution à la cohérence des politiques publiques ;
- les expertises scientifiques et techniques (dont les études, suivis et inventaires) ;
- les études préalables à la définition des périmètres des sites et à leur modification ;
- la rédaction, la révision, l'actualisation, l'évaluation et la diffusion du document d'objectifs ;
- le démarchage et l'appui auprès des propriétaires et gestionnaires pour la mise en œuvre de mesures contractuelles et non-contractuelles.

A une échelle plus large, certaines actions menées par les associations de protection de la nature ou les conservatoires botaniques nationaux peuvent également relever de cette intervention :

- l'assistance technique aux structures en charge de l'élaboration des documents d'objectifs ou de leur mise en œuvre ;
- la contribution à l'harmonisation des données d'inventaire récoltées dans le cadre de l'élaboration des documents d'objectifs ou de leur mise en œuvre ;

- l'acquisition de données sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire d'un périmètre Natura 2000 (pour des raisons de fonctionnalité écologique, le périmètre d'étude pouvant dépasser le site) ou dans un projet de site ou d'extension du périmètre.

A. Bénéficiaires de l'aide

Cette intervention répond à une logique d'accompagnement des acteurs : sensibilisation, incitation à la réalisation d'actions contractuelles, mais aussi à l'évaluation des incidences.

Sont éligibles :

- les structures porteuses désignées par le Comité de pilotage du site Natura 2000 pour élaborer, réviser, ou animer le document d'objectifs ;
- l'autorité administrative responsable de la politique Natura 2000 à défaut de structure porteuse désignée, le cas échéant ;
- les Parcs Naturels Nationaux lorsque les sites Natura 2000 sont majoritairement situés dans le périmètre d'un cœur de parc national ;
- les associations de protection de la nature ayant une compétence naturaliste établie à l'échelle de plusieurs départements ou de la région et les conservatoires botaniques nationaux portant des études ou suivis prévus dans les DOCOB des sites Natura 2000 ou des actions nécessaires à la coordination du réseau Natura 2000.

B. Conditions d'éligibilité générales

Le projet doit être situé en Bourgogne-Franche-Comté ou en lien avec un site coordonné par la région Bourgogne-Franche-Comté. Tous les sites Natura 2000 terrestres, ou comprenant une partie terrestre, désignés ou proposés à désignation sont éligibles.

Les actions financées dans le cadre de ce dispositif peuvent être réalisées en dehors des périmètres officiels des sites Natura 2000 dans certains cas de figure :

- animation, élaboration ou révision de DOCOB dans des secteurs en lien fonctionnel avec le site qui correspond aux actions d'étude ou d'animation qui se justifient par la partie hors site de la population d'une espèce, ou par l'action sur les facteurs d'influence d'un habitat ou d'une espèce ;
- animation, élaboration ou révision de DOCOB dans des secteurs dont l'intégration au réseau est à l'étude (ou en cours d'intégration au réseau).

Cas particulier des études portées par des associations de protection de la nature ou un conservatoire botanique national :

Afin de garantir une cohérence au sein du territoire du site Natura 2000, les études et suivis réalisés par les associations de protection de l'environnement seront conduites dans le cadre de l'animation du DOCOB et associeront la structure animatrice (coopération et diffusion des données).

C. Dépenses éligibles

Pour les deux composantes « Animation » et « DOCOB », les dépenses éligibles sont les suivantes :

- Les dépenses de rémunération supportées par le bénéficiaire, nécessaires à la réalisation de l'opération et comportant un lien démontré avec celle-ci ;
- Les frais de missions pour les besoins stricts de l'opération comprenant les frais de transport en commun, les frais d'hébergement et les frais de restauration ;
- Les frais de location de salles ou de matériel ;
- Les frais liés à la formation des animateurs (si la formation est en lien avec l'opération) ;
- Les frais de sous-traitance et prestation de services ainsi que les achats de matériel directement et intégralement liés à l'opération ;
- Les coûts indirects (frais de fonctionnement de la structure) ;
- La TVA entièrement et définitivement supportée par le bénéficiaire.

D. Dépenses inéligibles

Sont concernés l'ensemble des coûts rendus inéligibles par les règlements européens et plus précisément ceux référencés à l'article 73 du Règlement 2021/2115 du 2 décembre 2021 :

- l'acquisition de droits de production agricole ;
- l'acquisition de droits au paiement ;
- l'achat de terrain pour un montant supérieur à 10 % des dépenses totales éligibles de l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrain aux fins de la protection de l'environnement et de la préservation des sols riches en carbone, ou de l'achat de terrain par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles versées au bénéficiaire final ou, dans le cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;
- l'acquisition d'animaux et l'acquisition de plantes annuelles ainsi que la plantation de ces dernières, à des fins autres que :
 - (i) la reconstitution du potentiel agricole ou forestier à la suite de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;
 - (ii) la protection des animaux d'élevage contre les grands prédateurs ou l'utilisation dans la sylviculture en lieu et place des machines ;
 - (iii) iii. la reproduction des races menacées au sens de l'article 2, point 24), du règlement (UE) 2016/1012 du Parlement européen et du Conseil au titre des engagements visés à l'article 70 ; ou
 - (iv) iv. la préservation des variétés végétales menacées d'érosion génétique au titre des engagements visés à l'article 70 ;
- les intérêts débiteurs, sauf en ce qui concerne des subventions accordées sous la forme de bonifications d'intérêts ou de contributions aux primes de garantie ;
- des investissements dans des infrastructures à grande échelle, telles qu'elles sont déterminées par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC, ne relevant pas des stratégies de développement local mené par les acteurs locaux définies à l'article 32 du règlement (UE) 2021/1060, à l'exception du haut débit, des mesures de prévention des inondations ou de protection des côtes visant à réduire

les conséquences de catastrophes naturelles, de phénomènes climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques susceptibles de se produire ;

- les investissements dans le boisement non compatibles avec des objectifs en matière d'environnement et de climat conformes aux principes de gestion durable des forêts tels qu'ils sont définis dans les lignes directrices paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.

E. Articulation avec d'autres aides publiques

Ligne de partage entre les fiches PSN :

Les projets émergeant à cette intervention ne sont pas éligibles aux autres fiches du PSN régionalisé en Bourgogne-Franche-Comté.

Ligne de partage entre Fonds Européens Structurels et d'Investissement :

Les éléments suivants sont finançables au titre du FEADER et ne peuvent donc pas être financés par le FEDER :

- Tous les projets portés ou accompagnés au titre de l'animation Natura 2000 en application des DOCOB.
- Les projets portés par une association naturaliste et les Conservatoires Botaniques Nationaux au bénéfice de la mise en œuvre des DOCOB.

Article 4 : Nature et montant de l'aide

A. Nature de l'aide

L'aide est octroyée sous la forme d'une subvention.

B. Montant et taux d'aide

Le taux maximum d'aide publique (FEADER inclus) est fixé à 100 % des dépenses éligibles retenues, y compris la TVA entièrement et définitivement supportée par le bénéficiaire.

Pour le calcul de l'aide, une option de coûts simplifiés peut être appliquée.

Les dépenses et actions éligibles sont classées en deux catégories :

- Les coûts directs sont des coûts directement liés à l'opération : le lien direct des coûts avec l'opération doit être démontré et leur montant justifié.
- Les coûts indirects sont des coûts qui ne sont pas ou ne peuvent pas être directement rattachés à une opération, tout en demeurant nécessaires à sa réalisation.

C'est sur la base de cette classification, que des options de coûts simplifiés (OCS) sont mises en œuvre sur cette intervention. Ces dernières sont présentées dans les tableaux suivants.

Combien dois-je déposer de dossiers ?	Quelles modalités de financement ?	
<p>Cas n°1 :</p> <p>Frais d'expertise¹ externalisés globaux strictement inférieurs à 15% des frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles => 1 seul dossier groupé est à déposer.</p>	<p>1. Frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles inférieurs ou égaux à 67% des coûts totaux éligibles²</p>	<p><u>Dépenses directes au réel</u> : frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux), prestations externes de service, frais de missions, frais de formation, achats de petits matériels spécialisés, TVA définitivement supportée par le bénéficiaire et inhérente aux coûts éligibles (produire attestation du comptable public sur le périmètre de l'opération)</p> <p>ET</p> <p><u>Dépenses indirectes forfaitaires</u> : forfait de 15% appliqué aux frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles</p>
	<p>2. Frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles strictement supérieurs à 67% des coûts totaux éligibles² (plafond à 47 000 € brut chargé/salarié/an)</p>	<p><u>Dépenses directes au réel</u> : frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux)</p> <p>ET</p> <p><u>Autres coûts (directs et indirects) forfaitaires</u> : forfait de 40% appliqué aux frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles</p>

¹ Études, suivis, actualisation ou révision de docob sous-traités

² Les coûts totaux éligibles sont constitués des dépenses réelles directes et indirectes éligibles.

Combien dois-je déposer de dossiers ?		Quelles modalités de financement ?
Cas n°2 : Frais d'expertise ³ externalisés globaux supérieurs ou égaux à 15% des frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles ou absence de frais de personnels => 1 dossier à déposer pour la partie animation et 1 autre pour chaque étude ou groupe d'études de durée cohérente	1. Un dossier comprenant les dépenses mentionnées au cas n°1, hors frais d'expertise externalisés supérieurs ou égaux à 15% des frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles	Se référer aux modalités de financement du cas n°1
	2. Un ou plusieurs dossiers comprenant les frais d'expertise externalisés supérieurs ou égaux à 15% des frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles	<u>Dépenses directes au réel</u> : frais d'expertise externalisés supérieurs ou égaux à 15% des frais de personnels (internes, prestés et mis à disposition à titre onéreux) éligibles

³ Études, suivis, actualisation ou révision de docob sous-traités

C. Calcul du montant de la subvention

Le montant de la subvention qui peut être accordé est calculé sur la base de la dépense subventionnable et du taux d'aide publique (*) suivant l'article 4.B ci-dessus :

Somme des aides publiques = [taux d'aide publique] X [dépense subventionnable]

(*) L'aide publique pour le projet s'entend « tous financeurs publics compris » et comprend en particulier la contribution du FEADER qui représente 80 % du montant de l'aide publique cofinancée.

Plancher (en dépenses éligibles) :

Un dossier est éligible à compter de 5 000 € HT de dépenses subventionnables.

Plafond :

Les frais de personnels sont plafonnés à 47 000 € brut chargé par an pour un salarié dans le cas 1.2 mentionné dans le tableau figurant au paragraphe B ci-dessus.

Modalités de versement :

Le cofinancement du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté est assuré en paiement associé.

Les bénéficiaires se verront notifier l'attribution d'une aide au titre du PSN par le biais d'une décision juridique attributive.

L'aide sera versée après instruction du service instructeur de la demande de paiement du bénéficiaire.

Les modalités de dépôt de cette demande seront communiquées et précisées au bénéficiaire au moment de l'attribution de l'aide.

Parmi ces modalités, le bénéficiaire de l'aide devra présenter au moment du dépôt de la demande d'aide l'ensemble des pièces justificatives relatives à l'engagement demandé.

Dans le cas de dépenses financées au réel, l'aide sera versée sur présentation de la preuve de l'acquittement des dépenses éligibles, à savoir :

- soit les copies des factures, attestées acquittées par les fournisseurs, ou pièces comptables de valeur probante équivalente,
- soit les copies des relevés de compte du bénéficiaire, faisant apparaître le débit correspondant et la date de débit.
- concernant les dépenses de rémunération, il s'agira de transmettre toute pièce justificative des dépenses sur frais salariaux mentionnés dans la notice d'information téléchargeable sous EUROPAC.

Dans le cadre des frais de missions, les pièces à fournir justifiant la dépense engagée sont également à fournir (justificatifs du coût présenté, barèmes en vigueur appliqués ...).

Dans les autres cas, l'OCS s'applique. C'est-à-dire que les dépenses financées sur la base d'un forfait ne seront pas soumises à l'obligation de fourniture de preuve d'acquittement.

Quatre acomptes maximums, à hauteur cumulée de 80 % de l'aide publique, pourront être versés à la demande du bénéficiaire au fur et à mesure de l'avancement du projet et sur présentation de factures acquittées.

Chaque tranche d'acompte devra avoir un montant supérieur ou égal à 5 000 € d'aide publique et représenter au minimum 20% du montant d'aide publique attribué au dossier.

Article 5 : Procédure

A. Eligibilité temporelle

L'éligibilité temporelle est mentionnée dans la décision attributive de l'aide.

L'incitativité de l'aide sera analysée par le service instructeur. Dès lors qu'il est démontré que l'opération s'inscrit hors champs concurrentiel, toute dépense engagée avant dépôt de la demande d'aide est inéligible.

Si l'effet incitatif est caractérisé, tout début de commencement de l'opération avant la date de réception de la demande d'aide par le service instructeur rend inéligible la totalité de l'opération. Il appartient donc au bénéficiaire de présenter une demande écrite au titre du FEADER, à la Région Bourgogne-Franche-Comté, autorité de gestion, avant tout engagement juridique, financier ou physique lié aux investissements.

B. Circuit de gestion des dossiers

Les modalités d'instruction de l'aide, de son paiement et de son contrôle s'appuient sur le corpus réglementaire applicable aux interventions du FEADER régionalisées en Bourgogne-Franche-Comté pour la période 2023-2027 visé dans cet arrêté.

Le dépôt des demandes d'aide se réalise au fil de l'eau à compter de la date de signature du présent arrêté jusqu'au 30 juin 2027.

Les porteurs de projet ayant déposé une lettre d'intention conforme conservent la date de début d'éligibilité inscrite dans l'accusé de réception. Ils doivent toutefois déposer une demande d'aide détaillée au titre de cet appel à projets.

Le dossier de demande d'aide est à déposer sur la plateforme EURO-PAC, accessible à l'adresse suivante : <https://europac.bourgognefranchecomte.fr>

Pour tous renseignements, notamment sur le remplissage du dossier en ligne, vous pouvez contacter l'adresse suivante : natura2000@bourgognefranchecomte.fr

Des tutoriels seront également à votre disposition pour la prise en main de la nouvelle plateforme EURO-PAC (création d'un compte Tiers, saisie d'une demande d'aide), vous pourrez les consulter ici :

<https://www.europe-bfc.eu/ressource-documentaire/euro-pac-tutoriels/>

Ce qui est attendu lors du dépôt du dossier :

- **saisie et validation de la demande d'aide sur la plateforme EURO-PAC par le porteur de projet,**
- **pour être recevable, la demande d'aide doit contenir, à ce stade, a minima, les informations suivantes :**
 - a) le nom et la taille de l'entreprise ;
 - b) la description du projet ou de l'activité, y compris ses dates de début et de fin ;
 - c) la localisation du projet ou de l'activité ;
 - d) la liste des dépenses prévisionnelles ;
 - e) le type (subvention) et le montant du financement public sollicité.

Une fois la demande **validée** sous EURO-PAC, le porteur de projet recevra un mail automatique lui confirmant l'enregistrement de sa demande d'aide. Il ne pourra plus la modifier.

Si les informations minimales décrites ci-dessus ont bien été transmises et sont conformes, le porteur de projet recevra un accusé de réception indiquant la date de début d'éligibilité des dépenses (à la date de validation de la demande d'aide). **Cet accusé de réception ne vaut pas promesse de subvention.**

Pour les porteurs de projet ayant préalablement déposé une lettre d'intention et qui ont déjà reçu un accusé de réception fixant la date de début d'éligibilité des dépenses, c'est la date de l'accusé de réception de la lettre d'intention qui sera prise en compte.

L'accès à la plateforme EURO-PAC sera redonné au porteur de projet par le service instructeur pour qu'il puisse compléter son dossier le cas échéant.

Pour être instruit, le dossier de demande d'aide doit au préalable être complet, c'est-à-dire que les conditions ci-dessous doivent être réunies :

- toutes les rubriques de la demande d'aide sont complétées sous EURO-PAC ;
- les engagements sont souscrits ;
- toutes les pièces justificatives nécessaires sont jointes ;
- toutes les réponses ont été apportées aux questions complémentaires posées par le service instructeur.

Les dates d'envoi des documents via la messagerie EURO-PAC sont les dates faisant foi.

Lorsque le dossier est complet, un accusé de réception de dossier complet est établi sans préjuger de l'attribution ou non d'une aide en fonction des conclusions de l'instruction.

Eligibilité des dépenses :

Pour attester de l'éligibilité des dépenses sur devis dont le montant est supérieur à 4000 € HT, la vérification du caractère raisonnable des coûts est réalisée.

La mise en place de dispositifs d'options coûts simplifiés (OCS) sur cette intervention entraîne l'absence de vérification du caractère raisonnable des coûts pour les dépenses concernées par le périmètre de l'OCS en question.

Dans le cas des marchés publics, la date de commencement du marché public (notification) constitue un commencement d'exécution de l'opération.

Délai de fin d'engagement :

L'achèvement de l'opération et le dépôt au le service instructeur de la dernière demande de paiement devront intervenir au plus tard aux dates limites qui seront fixées dans la décision juridique attribuant l'aide.

C. Modalités de sélection des dossiers

Conformément à l'article 79 du règlement UE 2021/2115, il n'y a pas de critère de sélection pour cette intervention.

Les dossiers seront instruits puis présentés au Comité régional de programmation selon leur date de dépôt sous EURO-PAC. Le Comité régional de programmation statuera sur l'attribution de l'aide en fonction des disponibilités financières.

À l'issue de la procédure, le porteur de projet se verra notifier soit l'attribution de l'aide, soit le rejet de sa demande.

Article 6 : Budget

L'enveloppe FEADER dédiée à cette intervention sur la programmation 2023-2027 est de 14,4 millions d'euros.

Ce dispositif est cofinancé par le Conseil Régional Bourgogne Franche-Comté.

Article 7 : Engagements du bénéficiaire

Si une aide est attribuée pour un projet, le bénéficiaire devra :

- avoir pris connaissance et respecter les délais de réalisation de son projet (délais qui seront précisés dans la décision juridique attributive de l'aide),
- détenir, conserver, fournir l'ensemble des pièces afférentes à l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant 5 années à compter de la date de versement du solde de la subvention,
- à informer le service instructeur de toute modification de sa situation, de la raison sociale de sa structure, et, avant de les réaliser, de son projet ou de ses engagements,
- se soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et des contrôles sur place qui pourraient avoir lieu avant et après le versement des aides prévues au titre du PSN,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet ou les investissements aidés, d'autres crédits, en plus de ceux mentionnés dans le tableau « Plan de financement prévisionnel du projet »,
- répondre aux obligations de publicité telles que prévues par le règlement d'exécution UE n°2022/129 du 21/12/2021 annexe 3 (JOUE du 31/01/2022) et décrites sur le site de l'Europe en Bourgogne-Franche-Comté (www.europe-bfc.eu)

- ne pas apporter de modifications importantes dans la nature, les objectifs ou les conditions de mise en œuvre du projet, pendant toute la durée prévue par l'acte juridique attributif de l'aide,
- respecter (uniquement pour les fondations et les associations) les dispositions issues du contrat d'engagement républicain conformément aux dispositions prévues par la loi n°2021-1109 du 24 août 2021,
- tenir une comptabilité séparée ou une codification comptable adéquate permettant de tracer les dépenses aidées, d'isoler les charges et les produits liés à l'opération,
- fournir toutes les données nécessaires au suivi et à l'évaluation du Plan Stratégique National qui lui seront demandées par l'autorité compétente.
- à respecter le cahier des charges relatif aux missions et engagements pour l'animation d'un DOCOB et le programme détaillé d'activités joints à son dossier de demande d'aide pendant la durée de la convention qui sera précisée dans la décision juridique.

Article 8 : contrôles, conséquences et sanctions

Le service instructeur procède au contrôle administratif des demandes d'aide et des demandes de paiement présentées et peut mener des visites sur place. Les corps de contrôle habilités mènent des contrôles de conformité des dossiers et des contrôles sur place. En cas d'irrégularité lors des contrôles, de non-conformité de la demande ou de non-respect des engagements, la déchéance partielle ou totale du droit à l'aide et le cas échéant le remboursement total ou partiel des sommes perçues pourra être exigé, assorti de sanctions réglementaires, et d'intérêts et de pénalités financières qui s'appliqueront en fonction des régimes en vigueur.

Article 9 :

Monsieur le Directeur général des services de la Région Bourgogne-Franche-Comté est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Région.

Fait à Dijon, le

Pour la Présidente et par délégation,

Le Directeur Général Adjoint,

Olivier RITZ